

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
7 juin 2002
Français
Original: anglais

**Lettre datée du 6 juin 2002, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent d'Israël
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je m'adresse à vous en votre qualité de Président en exercice du Conseil de sécurité pour le mois de juin, au lendemain de l'attentat terroriste meurtrier au cours duquel, dans le nord d'Israël, un terroriste a fait exploser un véhicule piégé le long d'un bus, tuant 17 jeunes Israéliens et en blessant plus de 40 autres. Ces dernières semaines, face à la nouvelle vague d'attentats terroristes qu'il a connue, Israël a fait preuve d'une extraordinaire réserve pour donner un maximum de chances aux efforts diplomatiques en cours.

L'attentat à la bombe d'hier était une attaque délibérée menée contre une cible civile, qui visait à tuer autant d'innocents que possible. Comme le Conseil lui-même l'a affirmé dans ses résolutions 1269 (1999), 1373 (2001) et autres, il ne peut jamais y avoir de justification pour les actes commis de propos délibéré contre des civils. Comme le disait le Secrétaire général lui-même : « on ne saurait tolérer ceux qui chercheraient à justifier le meurtre de civils innocents quels que soient leur cause ou leurs griefs. S'il y a un principe universel qui doit faire l'unanimité, c'est bien celui-là. »

La revendication de la responsabilité pour l'attentat est venue du quartier général du Jihad islamique, organisation terroriste basée à Damas, capitale syrienne, qui s'est fixé pour objectif de détruire l'État d'Israël. Le Jihad islamique ainsi que le Hezbollah, qui opère à partir du Liban, ne sont que deux des nombreux groupes terroristes internationalement reconnus auxquels le Gouvernement syrien accorde l'asile et un soutien financier et logistique de longue date.

Israël est horrifié qu'un membre du Conseil de sécurité continue d'apporter son soutien à des organisations qui ont pour objectif d'assassiner des civils. Ces actes constituent des violations flagrantes des résolutions du Conseil, qui prévoient que les États doivent empêcher que leur territoire serve à fournir un appui financier ou autre à des organisations terroristes.

En outre, l'attentat d'hier survient au moment même où la Syrie assure la présidence du Conseil et au moment où la lutte contre le terrorisme est une des questions prioritaires inscrites à l'ordre du jour du Conseil. Il est incroyable que la Syrie soutienne ouvertement les tentatives faites de remise en cause des objectifs antiterroristes d'un organe international dont elle assure, elle-même, la présidence. La communauté internationale doit exiger que le Gouvernement syrien cesse immédiatement d'apporter son soutien aux groupes terroristes auxquels il accorde



l'asile sur son territoire et qu'il respecte scrupuleusement ses obligations internationales et les résolutions du Conseil de sécurité.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent
(*Signé*) Yehuda **Lancry**
